Pour publication immédiate : 5/9/2016 **GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO**

LE GOUVERNEUR CUOMO ORDONNE AUX SALONS DE MANUCURE LE REMBOURSEMENT DE 2 MILLIONS DE DOLLARS EN SALAIRES NON VERSÉS ET EN DOMMAGES À PLUS DE 600 EMPLOYÉS

Les travailleurs et les militaires applaudissent ce « tournant historique » et « cet important progrès »,
rendus possibles par les réformes du gouverneur

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui que le Groupe de travail sur l'application de la loi dans l'industrie des salons de manucure de l'État de New York a ordonné à 143 salons de payer 2 millions de dollars en salaires non versés et en dommages à 652 employés. Alors qu'approche l'anniversaire de la création du groupe de travail du Gouverneur Cuomo, et donc de l'adoption subséquente des réformes, les travailleurs de l'industrie et leurs défenseurs parlent de ce remboursement comme d'un autre exemple d'« importants progrès » réalisés grâce aux initiatives du Gouverneur Cuomo.

« L'État de New York s'attaque comme jamais auparavant aux individus sans scrupules qui profitent des gens qui travaillent fort à leur emploi, **a déclaré le Gouverneur Cuomo.** Un salaire journalier juste pour une juste journée de travail, voilà un des principes sur lesquels cet État a été bâti, et cette administration s'engage à arrêter les employeurs qui exploitent les travailleurs et leur refusent ce qui lui appartient de droit. »

Le Gouverneur Cuomo a créé, en mai 2015, le Groupe de travail sur l'application de la loi dans l'industrie des salons de manucure, en vue de répondre à l'exploitation généralisée et aux abus dont sont victimes les travailleurs des salons de manucure. Le groupe de travail, mené par le Département du travail de l'État de New York, a depuis ouvert des enquêtes dans plus de 450 entreprises de ce type, 383 d'entre elles ayant été menées à terme à ce jour.

À la suite de la création du groupe de travail, l'État de New York a adopté une série de réformes dans l'industrie des salons de manucure, allant des exigences en matière de sécurité aux normes sur l'équipement de protection, en passant par l'affichage d'avis. Les réformes comprennent :

Déclaration des droits : Les salons de manucure doivent afficher, en un endroit visible par tous les employés et le public, la Déclaration des droits des travailleurs des salons de manucure, qui, en langage simple, notifie les travailleurs de leurs droits à un salaire

légal et à un environnement de travail sûr. On voit maintenant souvent la Déclaration des droits dans les salons de manucure.

Nouvelles exigences en matière de cautions et d'assurances : Tous les salons de manucure - comme condition d'obtention d'une licence - doivent obtenir une caution ou une assurance couvrant le défaut de paiement des salaires juridiques et autres passifs d'affaires généraux. Dans le cas où un propriétaire de salon de manucure est condamné à payer des arriérés de salaires, la nouvelle exigence fera en sorte que l'entreprise aura les fonds essentiels pour répondre à son obligation légale. Quatre mille salons de manucure de partout de l'État, jusqu'au 8 avril, se sont assurés d'acquérir une caution sur les salaires.

Formation et ressources d'emploi pour les travailleurs : Le gouverneur a présenté une mesure législative qui permettra d'établir de nouvelles opportunités pour les praticiens de l'industrie de l'ongle sans permis de s'enregistrer avec l'État en tant que stagiaires, au lieu de compter sur les programmes d'éducation au coût souvent prohibitif, afin qu'ils puissent continuer à travailler tout en étudiant pour leur examen de licence. Avec cet outil, les travailleurs peuvent plus efficacement obtenir une formation pertinente et explorer les opportunités de l'industrie sans être pris en otage par un employeur. En outre, tous les travailleurs des salons de manucure auront accès à la gamme complète des ressources offertes par le Département du travail pour trouver un emploi. Jusqu'à la première semaine d'avril, l'État a donné plus de 2000 demandes de formation dans l'industrie de l'ongle.

Matériel de protection personnelle et exigences en matière de ventilation : Les propriétaires doivent fournir des équipements adéquats pour une protection appropriée, tels que des masques et des gants. Les règlementations concernant de nouvelles normes de ventilation pour les salons de manucure ont été postées afin que le public puisse faire ses commentaires. De nombreux propriétaires de salon facturaient auparavant aux manucures les fournitures comme les gants et les coupe-ongles.

Examens d'obtention de permis dans d'autres langues : Le Département d'État a commencé à offrir les examens d'obtention de permis en népali, en tibétain et en vietnamien, en plus de l'anglais de l'espagnol, du coréen, du japonais, du russe et du chinois. Du matériel de formation gratuit sera de plus affiché sur le site Web du Département d'État et distribué par les centres communautaires en vue d'aider les travailleurs à apprendre plus efficacement le programme d'études et à étudier en vue des examens.

Afin d'éduquer les propriétaires de salons de manucure sur les changements, l'État a tenu 34 forums d'information dans tout New York, dont certains spécialement destinés aux associations de propriétaires de salon de manucure sinéo- et coréoaméricain, avec services de traduction offerts aux participants. L'État a de plus distribué des fiches d'information en 12 langues sur les nouvelles réglementations.

Luna Ranjit, cofondatrice et directrice administrative d'Adhikaar, a déclaré : « Il y

a eu d'importants progrès depuis que le Gouverneur Cuomo a mis en oeuvre les réformes de l'industrie des salons de manucure. On compte parmi ces réformes un programme historique d'octroi de permis aux stagiaires, qui visent à formellement intégrer les travailleurs sans permis à la main-d'oeuvre, l'examen d'obtention de permis dans d'autres langues en vue d'aider les travailleurs ayant une connaissance limitée de l'anglais ainsi qu'une caution sur les salaires qui protège les travailleurs contre le vol de salaires. Des inspections menées par l'État ont révélé de nombreux vols de salaires dans les salons visités. Les travailleurs de ces salons sont à présent payés comme il se doit pour leur dur travail. »

Charlene Obernauer, directrice administrative du Comité sur la sécurité et la santé au travail de New York, a déclaré : « Le NYCOSH est fier d'avoir pris part au tournant historique qu'on a connu dans l'industrie des salons de manucure, alors que les réglementations et la mesure législative du Gouverneur Cuomo existent maintenant depuis près d'un an. Au cours de l'an dernier, la Coalition des salons de manucure sains de New York a formé plus de 1000 employés en matière de santé et de sécurité dans les salons de manucure, et nous avons aidé les travailleurs à faire des demandes de permis. Les travailleurs immigrants asiatiques ou latinos ont maintenant un meilleur accès au processus d'obtention de permis, aux protections et à la formation, et ils savent que la Déclaration des droits des travailleurs des salons de manucure ainsi que les lois sur le salaire minimum et la santé et la sécurité sont de leur côté. »

Kara Miller, procureure, Virginia & Ambinder, LLP : « Les industries comme celle des salons de manucure qui emploient un grand nombre de travailleurs immigrants sont particulièrement susceptibles aux abus. Les braves travailleurs qui risquent leur gagne-pain pour s'élever contre ces pratiques gagnent souvent aux yeux de la loi, seulement pour découvrir que le redressement est impossible parce que le salon de manucure a fermé. Les mêmes propriétaires ouvrent souvent un nouveau salon de manucure à proximité, lançant un jeu légal qui prendra des années avant qu'on y voie clair. Les nouvelles lois aident à mettre fin à ces jeux. Les travailleurs auxquels nous avons parlé ont vu des changements positifs au sein des salons de manucure, étant par exemple payés selon un taux horaire, ayant droit à des pauses et étant payés pour nos heures supplémentaires. Aucun de ces salons de manucure n'a été forcé de fermer ses portes en raison des nouvelles lois, et on ne s'attend pas à ce que cela se produise. Une entreprise qui doit fermer parce qu'elle ne peut fonctionner sans sous-payer ses travailleurs ou sans les soumettre à des conditions inhumaines, n'est pas une perte pour notre communauté. »

Martha Narvaez, travailleuse de salon de manucure, a déclaré : « Les changements se sont fait sentir, nous ne sommes maintenant plus obligés de travailleur 13 heures par jour à des taux horaires insuffisants. Les propriétaires de salons n'ont pas le droit de nous faire travailler pour rien. Si c'est tranquille, nous pouvons rentrer à la maison, si c'est achalandé, nous sommes heureux de travailler et de gagner plus. »

Blanca Chimborazo, travailleuse de salon de manucure, a déclaré : « Je suis heureuse que le gouvernement soit intervenu. J'ai certainement observé un

changement dans l'industrie. Je suis, au moins, à présent payée pour les heures que je travaille, et nous ne sommes plus victimes des terribles abus que nous avons subis. »

Minerva Lopez, travailleuse de salon de manucure, a déclaré : « Je n'ai pas peur de me battre pour que moi-même et mes collègues soyons payés de manière équitable. Mais de savoir que le gouvernement est de notre côté, qu'il porte attention et que nous pouvons faire quelque chose dans une situation injuste, voilà qui est très spécial pour nous tous. »

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber|press.office@exec.ny.gov | +1 518.474.8418